

exemple, contre des employés publics afin d'avoir un prétexte pour les destituer et faire place à leurs créatures affamées. Et puis, d'ailleurs, ont-ils aujourd'hui à nous offrir un meilleur plan que celui proposé par le gouvernement? Non! Ils nous offriraient peut-être la représentation basée sur la population ou l'annexion aux États-Unis; mais je crois que ce ne sont pas là les remèdes qui nous conviennent. Sous ces circonstances, je n'hésite pas à déclarer que je voterai pour le plan de confédération qui nous est soumis par le gouvernement, bien qu'il ne rencontre pas toutes mes idées et qu'il n'offre pas toutes les garanties que j'aimerais à y trouver, et bien que je ne le croie pas propre, tel qu'il est, à protéger les intérêts des diverses provinces et assurer la stabilité dans le fonctionnement de l'union que l'on propose. Comme ma position ne me permet pas d'agir assez fortement sur l'opinion publique pour forcer le gouvernement à faire à ce plan les modifications que je croirais nécessaires, je me range avec les hommes en qui j'ai toujours eu confiance et avec lesquels j'ai toujours marché, parce que je me fie à leur honnêteté et à leur patriotisme. J'aime à croire que sur cette grande question, qui embrasse d'aussi grands intérêts et qui affecte notre avenir national et social, ils ont agi avec le même patriotisme qui les a toujours guidés par le passé. (Applaudissements.)

M. BLANCHET—**M. l'ORATEUR** :—Puisque personne ne veut parler maintenant—car on dirait que tous les orateurs qui veulent discuter cette question tiennent à avoir un nombreux auditoire dans les galeries—je me permettrai de dire quelques mots. Ceux qui ont proposé de faire imprimer les débats de cette chambre dans une publication officielle, n'ont certainement pas rendu service au pays, car maintenant c'est à qui fera le plus long discours, et je crois que ce n'est pas tout-à-fait juste pour la bourse publique. Chacun ne veut parler qu'à une certaine heure et devant un certain auditoire; mais l'histoire parlementaire de l'Angleterre est là pour montrer que les grands hommes d'état et les grands orateurs anglais n'y regardaient pas de si près. Les plus grands et les plus importants discours ont été prononcés, dans la chambre des communes, à une heure fort avancée de la nuit: ainsi, Fox a prononcé son grand discours sur l'*East India Bill* à deux heures du matin, et PITT a prononcé le sien sur l'abolition de

l'esclavage à quatre heures du matin. On n'y perdrait pas à parler avant sept heures et demie du soir. Mais puisque l'hon. député de Montmorency (**M. CAUCHON**) doit parler à la séance de ce soir, et que je veux aussi exprimer ma façon de penser sur la question, je me lève pour le faire.—Cette question de confédération n'est pas nouvelle; elle a déjà agité le pays et fait le sujet de discussions depuis grand nombre d'années, et l'opinion publique est aujourd'hui parfaitement formée. Je n'ai pas besoin d'entrer dans les détails du projet qui nous est soumis, car ils ont été discutés d'une manière beaucoup plus savante et beaucoup plus complète que je ne pourrais le faire, par les membres du gouvernement et par les hon. membres de l'autre côté de la chambre. Je n'ai pas besoin de dire que le territoire que l'on veut confédérer est presque aussi grand que l'Europe entière; qu'il contiendra près de quatre millions d'âmes, et que, avec la confédération, nous deviendrons la quatrième puissance du monde sous le rapport de la marine marchande. Il suffit de comparer le chiffre de nos importations et de nos exportations actuelles avec celles des États-Unis il y a un certain nombre d'années, pour voir que nous sommes dans une aussi belle position sous ce rapport qu'ils l'étaient alors. J'ai à la main un ouvrage récent écrit par **M. BIGELOW**, aujourd'hui chargé d'affaires du gouvernement américain auprès de celui des Tuileries, qui contient d'excellentes statistiques sur le commerce, l'industrie et les ressources des États-Unis, de même que sur la question de la guerre actuelle en ce pays. Dans le chapitre consacré au commerce, voici ce qu'il dit :

« Après la réorganisation du gouvernement constitutionnel en 1798, le commerce eut bientôt atteint de vastes proportions. Le tonnage, qui en 1792 était de 564,437 tonneaux, était monté en 1801 au chiffre de 1,032,219; les importations, évaluées en 1792 à 31,500,000 piastres (157,500,000 francs) étaient de 111,363,511 piastres (556,817,555 francs) en 1801; et les exportations s'élevaient élevées, durant la même période, de 20,753,098 piastres (103,765,490 francs), à 94,115,925 piastres (470,579,625 francs). En 1807, le tonnage était de 1,268,548; les importations, de 138,500,000 piastres (692,500,000 francs); et les exportations, de 108,343,150 piastres (541,715,750 francs). A cette époque, le commerce américain reçut un coup dont il fut plusieurs années sans pouvoir se remettre; les ordonnances du parlement anglais, suivies des décrets de Napoléon, datés de Berlin et de Milan, et de l'acte d'embargo de 1807, produisirent dans les affaires commerciales de l'Union une stagnation profonde, et, quoique le tonnage n'éprouvât pas d'altération bien sensible pendant